

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DU DOMAINE-DU-ROY
MUNICIPALITÉ DE LAC-BOUCHETTE**

SÉANCE RÉGULIÈRE DU 3 AVRIL 2023

À une séance régulière du conseil municipal légalement tenue le 3 avril 2023 au lieu et à l’heure ordinaires des sessions, sous la présidence de son honneur Mme la mairesse Ghislaine M.- Hudon.

Sont également présents, les membres du conseil:

Claude Martel
Josée Crane
Nathalie Côté
Vital Dumais
Réal Bérubé

M. le conseiller Laurier Girard est absent.

Formant quorum.



Ordre du jour

OUVERTURE

Ouverture de la séance par madame la mairesse

1. ADMINISTRATION

- 1.1 Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 1.2 Approbation du procès-verbal de la séance du 6 mars 2023
- 1.3 Approbation de la liste de correspondance et documents reçus au 30 mars 2023
- 1.4 Rapport général de la mairesse
- 1.5 Assemblée publique de consultation du projet de règlement numéro 23-24, règlement ayant pour objet de modifier le plan d'urbanisme numéro 18-15 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC du Domaine-du-Roy modifié par le règlement numéro 295-2022
- 1.6 Adoption du règlement numéro 23-24, règlement ayant pour objet de modifier le plan d'urbanisme numéro 18-15 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC du Domaine-du-Roy modifié par le règlement numéro 295-2022
- 1.7 Assemblée publique de consultation du projet de règlement numéro 23-25, règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro 18-16 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au plan d'urbanisme numéro 18-15 modifié par le règlement numéro 23-24
- 1.8 Adoption du règlement numéro 23-25, règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro 18-16 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au plan d'urbanisme numéro 18-15 modifié par le règlement numéro 23-24
- 1.9 Avis de motion et dépôt du projet de règlement numéro 23-26, règlement ayant pour objet de s'assurer du bon fonctionnement des installations septiques sur le territoire de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à prévoir une inspection triennale des fosses de rétention
- 1.10 Adoption du projet de règlement numéro 23-26, règlement ayant pour objet de s'assurer du bon fonctionnement des installations septiques sur le territoire de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à prévoir une inspection triennale des fosses de rétention
- 1.11 Avis de motion et dépôt du projet de règlement numéro 23-27, règlement ayant pour objet de modifier le plan d'urbanisme numéro 18-15 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à agrandir une aire sous affectation de villégiature à même une aire sous affectation agroforestière dans le secteur du chemin Thérèse-Gaudreault

- 1.12 Adoption du projet de règlement numéro 23-27, règlement ayant pour objet de modifier le plan d'urbanisme numéro 18-15 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à agrandir une aire sous affectation de villégiature à même une aire sous affectation agroforestière dans le secteur du chemin Thérèse-Gaudreault
 - 1.13 Résolution de fixation de l'assemblée publique de consultation du projet de règlement numéro 23-27, règlement ayant pour objet de modifier le plan d'urbanisme numéro 18-15 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à agrandir une aire sous affectation de villégiature à même une aire sous affectation agroforestière dans le secteur du chemin Thérèse-Gaudreault
 - 1.14 Avis de motion et dépôt du projet de règlement numéro 23-28, règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro 18-16 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au plan d'urbanisme numéro 18-15 modifié par le règlement numéro 23-27
 - 1.15 Adoption du projet de règlement numéro 23-28, règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro 18-16 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au plan d'urbanisme numéro 18-15 modifié par le règlement numéro 23-27
 - 1.16 Résolution de fixation de l'assemblée publique de consultation du projet de règlement numéro 23-28, règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro 18-16 de la Municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au plan d'urbanisme numéro 18-15 modifié par le règlement numéro 23-27
 - 1.17 Proclamation de la journée internationale contre l'homophobie et la transphobie
 - 1.18 Ministère de la Culture et des Communications – Demande pour garantir l'assurabilité de tous les immeubles patrimoniaux à coût raisonnable
 - 2. FINANCES**
 - 2.1A Approbation des comptes à payer du mois de mars 2023
 - 2.1B Certificat de disponibilité de crédit
 - 2.2 Approbation du rapport budgétaire au 28 février 2023
 - 2.3 Demande d'aide financière, O.T.J.
 - 2.4 Autorisation versement 2023, Sûreté du Québec
 - 2.5 Demande d'aide financière – Club de pétanque Lac-Bouchette
 - 2.6 Autorisation de paiement du décompte progressif final – Construction BJL
 - 2.7 Demande de commandite – Festival du Cowboy
 - 2.8 Demande de commandite – Club passe-partout
 - 2.9 Demande de commandite – Le Relait
 - 3. PERSONNEL**
 - 4. MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, FOURNITURES**
 - 4.1 Achat d'un quai semi-flottant 4 X 12
 - 5. PROPRIÉTÉS ET ESPACES LOUÉS**
 - 5.1 Cimetière – Fabrique Notre-Dame du Lac-St-Jean
 - 5.2 Entretien du centre communautaire
 - 6. SÉCURITÉ PUBLIQUE**
 - 7. TRANSPORT ROUTIER**
 - 8. HYGIÈNE DU MILIEU**
 - 9. URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**
 - 10. LOISIRS ET CULTURE**
 - 11. VARIA**
 - 11.1 Modification du lieu pour la tenue des séances de la cour municipale commune de la Ville de Roberval
 - 12. PÉRIODE DE QUESTIONS**
 - 13. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**
-

OUVERTURE

Mot d'ouverture de la séance par Mme la Mairesse qui préside l'assemblée par la suite.

1.

ADMINISTRATION

1.1

Résol. 23-081

LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

ATTENDU QUE chacun des membres du conseil a reçu et pris connaissance de l'ordre du jour;

IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Vital Dumais appuyé par Mme la conseillère Josée Crane et résolu à l'unanimité des conseillers que l'ordre du jour avec varia ouvert soit accepté tel que présenté et rédigé.

ACCEPTÉE

1.2
Résol. 23-082

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 6 MARS 2023

ATTENDU QUE chacun des membres du conseil a reçu et pris connaissance du procès-verbal de la séance du 6 mars 2023;

ATTENDU QUE Madame la mairesse résume les principaux points discutés au cours de la réunion;

ATTENDU QU'il respecte le contenu des discussions ainsi que les décisions des membres du conseil;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Réal Bérubé appuyé par M. le conseiller Claude Martel et résolu à l'unanimité des conseillers que le procès-verbal de la séance du 6 mars 2023 soit et est approuvé tel que présenté et rédigé.

ACCEPTÉE

1.3
Résol. 23-083

APPROBATION DE LA LISTE DE CORRESPONDANCE ET DOCUMENTS REÇUS AU 30 MARS 2023

ATTENDU QUE la liste de correspondance et documents reçus au 30 mars 2023 a été donnée aux membres du conseil municipal avant la réunion et qu'ils en ont pris connaissance;

ATTENDU QUE les questions soulevées par les conseillers et les conseillères ont reçu explications de la part de Mme la mairesse;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane appuyée par M. le conseiller Vital Dumais et résolu à l'unanimité des conseillers que la liste de correspondance et documents reçus au 30 mars 2023 soit acceptée telle que présentée et rédigée.

ACCEPTÉE

1.4 **RAPPORT GÉNÉRAL DE LA MAIRESSE**

- ➔ Mme la mairesse informe les citoyens que la Municipalité a reçu le rapport du MTQ pour les deux demandes soit un feu clignotant et le ralentissement de la circulation sur la route 155.

1.5

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 23-24, RÈGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE PLAN D'URBANISME NUMÉRO 18-15 DE LA MUNICIPALITÉ DE LAC-BOUCHETTE DE MANIÈRE À ASSURER LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DU DOMAINE-DU-ROY MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 295-2022

Début : 19 h 10

Mme la mairesse explique le projet et demande aux personnes présentes si elles ont des commentaires ou suggestions.

Fin : 19 h 12

1.6

ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 23-24, RÈGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE PLAN D'URBANISME NUMÉRO 18-15 DE LA MUNICIPALITÉ DE LAC-BOUCHETTE DE MANIÈRE À ASSURER LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DU DOMAINE-DU-ROY MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 295-2022

Résol. 23-084

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Bouchette a adopté, en date du 5 mars 2018, le règlement numéro 18-15 portant sur le plan d'urbanisme de la Municipalité de Lac-Bouchette, le tout en conformité aux dispositions connues au chapitre III du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1);

ATTENDU QU'en date du 11 avril 2018, le règlement numéro 18-15 sur le plan d'urbanisme de la Municipalité de Lac-Bouchette est entré en vigueur suite à l'émission par la MRC du Domaine-du-Roy du certificat de conformité numéro 91005-PU-01-02-2018;

ATTENDU QUE le 8 novembre 2022, la MRC du Domaine-du-Roy adoptait le règlement numéro 295-2022 ayant pour objet de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé de manière à revoir la planification du développement dans les périmètres d'urbanisation des municipalités de La Doré et de Lac-Bouchette;

ATTENDU QUE conformément à l'article 53.9 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), le règlement numéro 295-2022 est entré en vigueur le 22 décembre 2022, soit le jour de la signification, par la ministre des Affaires municipales, d'un avis en vertu duquel la ministre atteste la conformité du règlement aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire;

ATTENDU QUE conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), la municipalité de Lac-Bouchette doit modifier son plan d'urbanisme numéro 18-15 de manière à assurer la concordance au schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC du Domaine-du-Roy modifié par le règlement numéro 295-2022;

ATTENDU QUE la section VI, du chapitre III du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1) permet à la Municipalité de Lac-Bouchette de modifier son plan d'urbanisme;

ATTENDU QUE conformément à l'article 109,1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), le processus de modification du plan d'urbanisme débute par l'adoption par le conseil de la Municipalité de Lac-Bouchette d'un projet de règlement;

ATTENDU QUE ce projet d'amendement au plan d'urbanisme doit être soumis à la consultation publique le 3 avril 2023 à 19 h 05, à la salle du conseil municipal;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil municipal du 6 mars 2023;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Vital Dumais appuyé par Mme la conseillère Josée Crane et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter par résolution le présent règlement numéro 23-24 et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était ici au long reproduit.

ARTICLE 2 MODIFICATIONS DU PLAN D'URBANISME

Le plan d'urbanisme est modifié de manière à :

1. Remplacer l'article 5.5.1 « **Problématique** » par le libellé suivant :

Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la Municipalité de Lac-Bouchette devrait connaître d'ici 2024 une faible diminution de sa population (-1,2 %), mais une augmentation du nombre de ses ménages (+7,1 % ou 40 nouveaux ménages). Cette dernière donnée est porteuse pour le développement futur de la fonction résidentielle dans la municipalité.

Le SADR reconnaît deux zones d'aménagement prioritaire pour le développement de la fonction résidentielle et deux réserves à l'urbanisation. L'une des zones d'aménagement prioritaire est située au cœur du périmètre d'urbanisation, en bordure des rues du Lac et Bernier. L'autre se retrouve au sud du périmètre d'urbanisation, entre le lac Bouchette et la route Victor-Delamarre. Cette planification du développement de la fonction résidentielle découle d'une obligation du ministère des Affaires municipales (MAM).

Selon le registre des permis de la Municipalité de Lac-Bouchette, il s'est construit 9 nouvelles résidences à l'intérieur du périmètre d'urbanisation de 2006 à 2021. Toutefois, on dénombre 237 nouvelles résidences de villégiature qui se sont ajoutées dans la municipalité au cours de la même période, ce qui témoigne de l'engouement grandissant pour ce type d'usage. La planification et les outils de gestion devront conjuguer avec cette réalité. Les zones d'aménagement prioritaire prévues au présent PUR devraient répondre adéquatement à la demande de constructions résidentielles pour les quinze prochaines années.

2. Remplacer l'article 5.5.7 « **Zones d'aménagement prioritaire et zones de réserve à l'urbanisation** » par le libellé suivant :

En référence à l'article 6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), la MRC a porté au SADR pour chacune de ses municipalités des zones d'aménagement prioritaire et des réserves à l'urbanisation. Ces zones découlent des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Dans les faits, l'identification et la localisation de ces zones représentaient une obligation gouvernementale pour l'entrée en vigueur du SADR.

Dans le cas de la municipalité de Lac-Bouchette, deux zones d'aménagement prioritaire et deux réserves à l'urbanisation ont été portées au SADR. L'identification et la localisation de ces zones se sont effectuées en étroite collaboration avec la municipalité et répondent à ses besoins résidentiels pour les 15 prochaines années. Le document complémentaire qui accompagne le SADR comprend des dispositions relatives aux zones d'aménagement prioritaires et réserves à l'urbanisation. Ces dispositions établissent les modalités de développement de ces zones. Le présent PUR reprend ces modalités en faisant les adaptations nécessaires.

3. Modifier le « **Feuillet A – Milieu urbain** » de manière à revoir la planification du développement dans le périmètre d'urbanisation (voir annexe « A »).

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur après que toutes les formalités prescrites par la loi auront été dûment remplies.

MAIRESSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET GREFFIER-TRÉSORIER

ACCEPTÉE

1.7

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 23-25, RÈGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 18-16 DE LA MUNICIPALITÉ DE LAC-BOUCHETTE DE MANIÈRE À ASSURER LA CONCORDANCE AU PLAN D'URBANISME NUMÉRO 18-15 MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 23-24

Début : 19 h 13

Mme la mairesse explique le projet et demande aux personnes présentes si elles ont des commentaires ou suggestions.

Fin : 19 h 14

ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 23-25, RÈGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 18-16 DE LA MUNICIPALITÉ DE LAC-BOUCHETTE DE MANIÈRE À ASSURER LA CONCORDANCE AU PLAN D'URBANISME NUMÉRO 18-15 MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 23-24

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Bouchette a adopté en date du 5 mars 2018 le règlement numéro 18-16 portant sur le règlement de zonage de la Municipalité de Lac-Bouchette, le tout en conformité aux dispositions connues au chapitre IV du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1);

ATTENDU QU'en date du 11 avril 2018, le règlement de zonage numéro 18-16 de la Municipalité de Lac-Bouchette est entré en vigueur suite à l'émission par la MRC du Domaine-du-Roy du certificat de conformité numéro 91005-RZ-01-02-2018;

ATTENDU QUE parallèlement au présent règlement, les membres du conseil de la Municipalité de Lac-Bouchette ont adopté le règlement numéro 23-24 modifiant le plan d'urbanisme numéro 18-15 et que le présent règlement vise à assurer la concordance à ce susdit règlement;

ATTENDU QUE la section V, du chapitre IV du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1) permet à la Municipalité de Lac-Bouchette de modifier son règlement de zonage ;

ATTENDU QUE conformément à l'article 124 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), le processus de modification du règlement de zonage débute par l'adoption d'un projet de règlement par le conseil de la Municipalité de Lac-Bouchette;

ATTENDU QUE ce projet d'amendement au règlement de zonage doit être soumis à la consultation publique le 3 avril 2023 à 19 h 15, à la salle du conseil municipal;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil municipal du 6 mars 2023;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Claude Martel appuyé par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter par résolution le présent projet de règlement numéro 23-25 et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était ici au long reproduit.

ARTICLE 2 MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DE ZONAGE

Le règlement de zonage est modifié de manière à :

Abroger l'article 172 « **Dispositions applicables aux milieux humides** » du chapitre XVI « **Dispositions spécifiques applicables à certaines zones particulières** ».

Modifier le « **Feuillet A – Milieu urbain** » de manière à revoir la planification du développement dans le périmètre d'urbanisation (voir annexe « A »).

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur après que toutes les formalités prescrites par la loi auront été dûment remplies.

MAIRESSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET GREFFIER-TRÉSORIER

ACCEPTÉE

1.9

AVIS DE MOTION ET DEPOT DU PROJET DE REGLEMENT NUMERO 23-26, REGLEMENT AYANT POUR OBJET DE S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS SEPTIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITE DE LAC-BOUCHETTE DE MANIERE A PREVOIR UNE INSPECTION TRIENNALE DES FOSSES DE RETENTION

Le projet de règlement est présenté. Avis de motion est donné par Mme la conseillère Josée Crane que lors d'une prochaine séance, le conseil adoptera le règlement numéro 23-26 règlement ayant pour objet de s'assurer du bon fonctionnement des installations septiques sur le territoire de la municipalité de Lac-Bouchette de manière à prévoir une inspection triennale des fosses de rétention.

Le projet de règlement numéro 23-26 est présenté selon la loi.

1.10

ADOPTION DU PROJET DE REGLEMENT NUMERO 23-26, REGLEMENT AYANT POUR OBJET DE S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS SEPTIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITE DE LAC-BOUCHETTE DE MANIERE A PREVOIR UNE INSPECTION TRIENNALE DES FOSSES DE RETENTION

Résol. 23-086

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Bouchette a adopté en date du 7 avril 2014 le règlement n° 14-20 ayant pour objet de s'assurer du bon fonctionnement des installations septiques sur le territoire de la Municipalité de Lac-Bouchette;

ATTENDU QU'en date du 7 avril 2014, le règlement ayant pour objet de s'assurer du bon fonctionnement des installations septiques sur le territoire de la municipalité de Lac-Bouchette portant le n° 14-20 est entré en vigueur suite à son adoption;

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Bouchette souhaite amender son règlement n° 14-20 ayant pour objet de s'assurer du bon fonctionnement des installations septiques sur le territoire de la municipalité de Lac-Bouchette de manière à exiger une inspection triennale des fosses de rétention existantes et à venir;

ATTENDU les pouvoirs de la Municipalité en matière environnementale, plus particulièrement les dispositions des articles 4 (4), 19, 25.1, 95 et 96 de la Loi sur les compétences municipales, L.R.Q., c.C-47.1;

ATTENDU QUE les articles 53 et 67 du règlement Q2-r.22 prévoient que pour autoriser la construction d'une installation à vidange périodique ou d'une installation biologique, la Municipalité doit se doter d'un programme d'inspection triennale des fosses de rétention;

ATTENDU QUE le conseil de la municipalité de Lac-Bouchette croit qu'il est dans l'intérêt de la Municipalité de modifier le règlement ayant pour objet de s'assurer du bon fonctionnement des installations septiques sur le territoire de la municipalité de Lac-Bouchette de manière à :

- Ajouter un article 5.1 pour prévoir l'inspection triennale des fosses de rétention.
- Modifier l'article 8.2 pour le recouvrement des sommes dues suite à l'inspection des fosses de rétention.

ATTENDU QU'UN avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil municipal du 3 avril 2023 ;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSE PAR M. le conseiller Claude Martel appuyé par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter le présent projet de règlement n° 23-26 et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était ici au long reproduit.

ARTICLE 2 AJOUT D'UN ARTICLE 5.1

Ajouter l'article 5.1 qui se libelle comme suit :

ARTICLE 5.1 INSPECTION DES FOSSES DE RÉTENTION

Nonobstant les dispositions de l'article 6 du présent règlement, les fosses de rétention devront faire l'objet d'une vérification à tous les 3 ans. Cette vérification pourra être effectuée par un professionnel en suivant les modalités prévues à l'article 5 du présent règlement ou par l'inspecteur en bâtiment de la Municipalité de Lac-Bouchette et ses adjoints selon les modalités suivantes:

- a) Un rendez-vous devra être fixé avec l'inspecteur en bâtiment avant le 1^{er} mai de l'année de la vérification.*
- b) Le rendez-vous sera fixé selon les plages horaires disponibles parmi l'une des 5 journées sélectionnées en début d'année par l'inspecteur en bâtiment.*
- c) Les frais de 150\$ devront être acquittés avant la vérification.*

ARTICLE 3 MODIFICATION DE L'ARTICLE 8.2

Article 8.2 avant la modification :

ARTICLE 8.2 SOMME DUE SUITE À UNE INTERVENTION

Toute somme due à la Municipalité suite à une intervention quelconque en vertu de présent règlement, notamment une intervention en vertu des articles 5 ou 7 du présent règlement, est assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble et recouvrable de la même manière.

Article 8.2 après la modification :

ARTICLE 8.2 SOMME DUE SUITE À UNE INTERVENTION

Toute somme due à la Municipalité suite à une intervention quelconque en vertu de présent règlement, notamment une intervention en vertu des articles 5, 5.1 ou 7 du présent règlement, est assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble et recouvrable de la même manière.

ARTICLE 4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur après que toutes les formalités prescrites par la loi auront été dûment remplies.

MAIRESSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET GREFFIER-TRÉSORIER

ACCEPTÉE

1.11

AVIS DE MOTION ET DEPOT DU PROJET DE REGLEMENT NUMERO 23-27, REGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE PLAN D'URBANISME NUMERO 18-15 DE LA MUNICIPALITE DE LAC-BOUCHETTE DE MANIERE A AGRANDIR UNE AIRE SOUS AFFECTATION DE VILLEGATURE A MEME UNE AIRE SOUS AFFECTATION AGROFORESTIERE DANS LE SECTEUR DU CHEMIN THERESE-GAUDREAULT

Le projet de règlement est présenté. Avis de motion est donné par Mme la conseillère Nathalie Côté que lors d'une prochaine séance, le conseil adoptera le règlement numéro 23-27 ayant pour objet de modifier le plan d'urbanisme numéro 18-15 de la municipalité de Lac-Bouchette de manière à agrandir une aire sous affectation de villégiature à même une aire sous affectation agroforestière dans le secteur du chemin Thérèse-Gaudreault.

Le projet de règlement numéro 23-27 est présenté selon la loi.

1.12

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 23-27, RÈGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE PLAN D'URBANISME NUMÉRO 18-15 DE LA MUNICIPALITÉ DE LAC-BOUCHETTE DE MANIÈRE À AGRANDIR UNE AIRE SOUS AFFECTATION DE VILLÉGIATURE À MÊME UNE AIRE SOUS AFFECTATION AGROFORESTIÈRE DANS LE SECTEUR DU CHEMIN THÉRÈSE-GAUDREAULT

Résol. 23-087

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Bouchette a adopté en date du 5 mars 2018 le règlement numéro 18-15 portant sur le plan d'urbanisme de la Municipalité de Lac-Bouchette, le tout en conformité aux dispositions connues au chapitre III du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1);

ATTENDU QU'en date du 11 avril 2018, le règlement numéro 18-15 sur le plan d'urbanisme de la Municipalité de Lac-Bouchette est entré en vigueur suite à l'émission par la MRC du Domaine-du-Roy du certificat de conformité numéro 91005-PU-01-02-2018;

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Bouchette souhaite amender son plan d'urbanisme numéro 18-15 de manière à agrandir une aire sous affectation de villégiature à même une aire sous affectation agroforestière dans le secteur du chemin Thérèse-Gaudreault;

ATTENDU QUE la section VI, du chapitre III du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1) permet à la Municipalité de Lac-Bouchette de modifier son plan d'urbanisme ;

ATTENDU QUE conformément à l'article 109,1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), le processus de modification du plan d'urbanisme débute par l'adoption par le conseil de la Municipalité de Lac-Bouchette d'un projet de règlement ;

ATTENDU QUE ce projet d'amendement au plan d'urbanisme doit être soumis à la consultation publique le 1^{er} mai 2023 à 19 h 10 à la salle du conseil municipal ;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil municipal du 3 avril 2023 ;

IL EST PROPOSE PAR M. le conseiller Réal Bérubé appuyé par M. le conseiller Claude Martel et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter par résolution le présent projet de règlement numéro 23-27 et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était ici au long reproduit.

ARTICLE 2 MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME

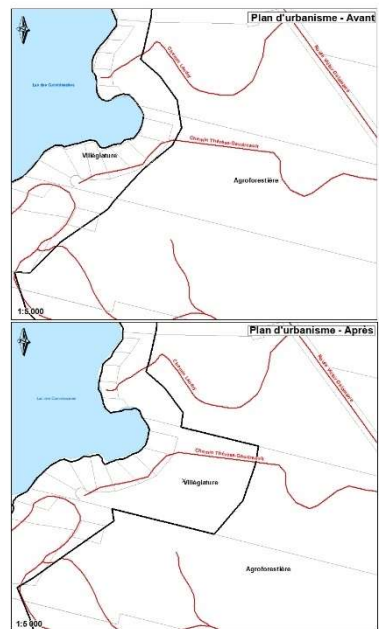
Le plan d'urbanisme est modifié de manière à :

1. Modifier le « **Feuillet B – Milieu rural** » de manière à une agrandir une aire sous affectation de villégiature à même une aire sous affectation agroforestière dans le secteur du chemin Thérèse Gaudreault (voir annexe « A »).

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur après que toutes les formalités prescrites par la loi auront été dûment remplies.

ANNEXE « A »



MAIRESSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET GREFFIER-TRÉSORIER

ACCEPTÉE

1.13

RESOLUTION DE FIXATION DE L'ASSEMBLEE PUBLIQUE DE CONSULTATION DU PROJET DE REGLEMENT NUMERO 23-27, REGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE PLAN D'URBANISME NUMERO 18-15 DE LA MUNICIPALITE DE LAC-BOUCHETTE DE MANIERE A AGRANDIR UNE AIRE SOUS AFFECTATION DE VILLEGIATURE A MEME UNE AIRE SOUS AFFECTATION AGROFORESTIERE DANS LE SECTEUR DU CHEMIN THERESE-GAUDREAU

Résol. 23-088

ATTENDU QU'une consultation publique doit avoir lieu afin de respecter le processus de modification du plan d'urbanisme;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Nathalie Côté appuyée par M. le conseiller Vital Dumais et résolu à l'unanimité des conseillers qu'une séance de consultation publique soit fixée pour le lundi 1^{er} mai 2023 à 19 h 10.

ACCEPTÉE

1.14

AVIS DE MOTION ET DEPOT DU PROJET DE REGLEMENT NUMERO 23-28, REGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE REGLEMENT DE ZONAGE NUMERO 18-16 DE LA MUNICIPALITE DE LAC-BOUCHETTE DE MANIERE A ASSURER LA CONCORDANCE AU PLAN D'URBANISME NUMERO 18-15 MODIFIE PAR LE REGLEMENT NUMERO 23-27

Le projet de règlement est présenté. Avis de motion est donné par Mme la conseillère Josée Crane que lors d'une prochaine séance, le conseil adoptera le règlement numéro 23-28 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage numéro 18-16 de la municipalité de Lac-Bouchette de manière à assurer la concordance au plan d'urbanisme numéro 18-15 modifié par le règlement numéro 23-27.

Le projet de règlement numéro 23-28 est présenté selon la loi.

1.15

ADOPTION DU PROJET DE REGLEMENT NUMERO 23-28, REGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE REGLEMENT DE ZONAGE NUMERO 18-16 DE LA MUNICIPALITE DE LAC-BOUCHETTE DE MANIERE A ASSURER LA CONCORDANCE AU PLAN D'URBANISME NUMERO 18-15 MODIFIE PAR LE REGLEMENT NUMERO 23-27

Résol. 23-089

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Bouchette a adopté en date du 5 mars 2018 le règlement numéro 18-16 portant sur le règlement de zonage de la Municipalité de Lac-Bouchette, le tout en conformité aux dispositions connues au chapitre IV du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1);

ATTENDU QU'en date du 11 avril 2018, le règlement de zonage numéro 18-16 de la Municipalité de Lac-Bouchette est entré en vigueur suite à l'émission par la MRC du Domaine-du-Roy du certificat de conformité numéro 91005-RZ-01-02-2018;

ATTENDU QUE parallèlement à l'adoption du présent projet de règlement, la Municipalité de Lac-Bouchette a entamé un processus de modification réglementaire de son plan d'urbanisme numéro 18-15 et que le présent projet de règlement vise à assurer la concordance au plan d'urbanisme modifié par le règlement numéro 23-27;

ATTENDU QUE la section V, du chapitre IV du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1) permet à la Municipalité de Lac-Bouchette de modifier son règlement de zonage ;

ATTENDU QUE conformément à l'article 124 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1), le processus de modification du règlement de zonage débute par l'adoption d'un projet de règlement par le conseil de la Municipalité de Lac-Bouchette ;

ATTENDU QUE ce projet d'amendement au règlement de zonage doit être soumis à la consultation publique le 1^{er} mai 2023 à 19h15 à la salle du conseil municipal ;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil municipal du 3 avril 2023 ;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Vital Dumais appuyé par M. le conseiller Claude Martel et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter par résolution le présent projet de règlement numéro 23-28 et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était ici au long reproduit.

ARTICLE 2 MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DE ZONAGE

Le règlement de zonage est modifié de manière à :

1. Ajouter l'article 95.1 « *Dispositions particulières applicables à la zone 26V* » du chapitre IX « *Dispositions particulières applicables aux zones de villégiatures* ».

ARTICLE 95.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE 26V

À l'intérieur de la zone de villégiature numéro 26V, les dispositions suivantes s'appliquent :

- *Le bâtiment principal devra être ancré solidement au sol sur une dalle de béton, sur pilotis ou sur pieux;*
 - *La largeur du bâtiment principal ne peut être inférieure à 50% de sa longueur. Par ailleurs, la largeur dudit bâtiment ne peut excéder 50% de sa profondeur;*
 - *Le total de la superficie des galeries et des patios ne doit pas excéder 50% de la superficie au sol du bâtiment principal.*
 - *La superficie totale de la fenestration des murs donnant au sud et au sud-ouest du bâtiment principal doit être égale ou supérieure à 50% du total de la fenestration du bâtiment;*
 - *Malgré l'article 98 du présent règlement, un seul bâtiment accessoire dont la superficie ne peut excéder 80% de la superficie au sol du bâtiment principal est autorisé;*
 - *Malgré l'article 105 du présent règlement, le déboisement du terrain devra se limiter à l'espace nécessaire à la construction des bâtiments et de l'installation septique ainsi qu'à un périmètre de 5 mètres autour du bâtiment principal et de 3 mètres autour du bâtiment accessoire.*
2. Ajouter la grille des spécifications numéro 525 de manière à prévoir le cadre normatif de la nouvelle zone de villégiature « **26V** » (voir annexe « A »).
 - 3.
 4. Modifier le « **Feuillet B – Milieu rural** » de manière à créer la nouvelle zone de villégiature 26V à même la zone agroforestière 3AF (voir annexe « B »).


ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

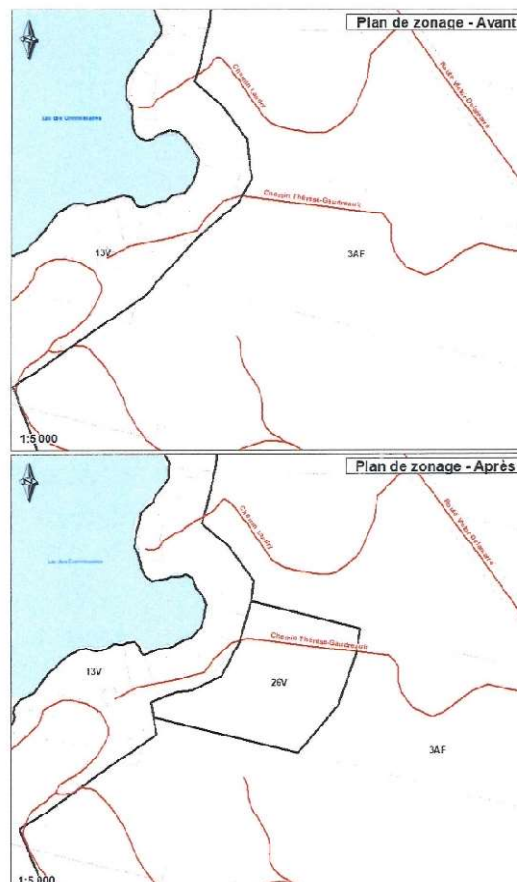
Le présent règlement entrera en vigueur après que toutes les formalités prescrites par la loi auront été dûment remplies.

MAIRESSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET GREFFIER-TRÉSORIER

ANNEXE « A »

	Grille des spécifications n° 525	
	Règlement zonage numéro 18-16	
	Zone de villégiature	Numéro de zone 26V
Groupe d'usage	Construction	
Résidentiel I : Isolée J : Jumelée	Unifamiliale (1.1) (Chalets seulement)	I
Commercial et de services	Commerce de voisinage	
	Commerce routier	
Récréatif et conservation	Établissements touristiques d'hébergement (5. C) (résidences de tourisme seulement)	■
Cadre normatif zonage		
Coefficient	Emprise au sol	0,4
	Occupation du sol	
Marge de recul	Marge avant (min./max.)	15,0
	Marges latérales	6,0 / 6,0
	Résidentiel autre (avec ou sans fenêtre)	
	Marge de recul arrière (min./max.)	15,0
Bâtiment	Nombre maximum d'étages	2
	Hauteur (maximale) bâtiment principal (m)	9,0
	Superficie minimale au sol (m²) (min/max)	25,0/45,0
	Largeur minimale de façade (m)	3,65
	Profondeur minimale (m)	3,65
Enseigne	Nombre	n.r.
	Poteau (m²)	n.r.
	Façade (m²)	n.r.
	Mobile	n.r.
	Temporaire	n.r.
Stationnement	Nombre	Art. 103 chap. IX
	Ratio (nombre/m²)	
Autres normes	Voies publiques ou privées en bordure d'un lac ou d'un cours d'eau	Section I chap. XVI
	Ouvrages ou constructions en bordure d'un lac ou d'un cours d'eau	Section II chap. XVI
	Zones à mouvement de sol	
	Prises d'eau de consommation	
	Site archéologique	Art. 167 chap. XVI
	Perspectives visuelles	
	Corridor panoramique	
	Chutes et rapides	
	Ligne de transport d'énergie et voies ferrées	
	Milieux humides	
	Rivières à ouananiche	
	Cohabitation des usages en zone agricole	Section IV chap. XVI
	Éoliennes commerciales	
	Éoliennes domestiques	
	Normes particulières à la zone 26V	Art. 95.1 chap. IX



ACCEPTÉE

1.16

RESOLUTION DE FIXATION DE L'ASSEMBLEE PUBLIQUE DE CONSULTATION DU PROJET DE REGLEMENT NUMERO 23-28, REGLEMENT AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE REGLEMENT DE ZONAGE NUMERO 18-16 DE LA MUNICIPALITE DE LAC-BOUCHETTE DE MANIERE A ASSURER LA CONCORDANCE AU PLAN D'URBANISME NUMERO 18-15 MODIFIE PAR LE REGLEMENT NUMERO 23-27

Résol. 23-090

ATTENDU QU'une consultation publique doit avoir lieu afin de respecter le processus de modification du plan d'urbanisme;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Nathalie Côté appuyée par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers qu'une séance de consultation publique soit fixée pour le lundi 1^{er} mai 2023 à 19 h 13.

ACCEPTÉE

1.17

PROCLAMATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

Résol. 23-091

ATTENDU QUE la charte québécoise des droits et libertés de la personne reconnaît qu'une discrimination ne peut être exercée sur une base de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou de l'expression de genre;

ATTENDU QUE le Québec est une société ouverte à tous et à toutes, y compris aux personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles et trans (LGBTQ+) et à toutes autres personnes se reconnaissant dans la diversité sexuelle et la pluralité des identités et des expressions de genre;

ATTENDU QUE, malgré les récents efforts pour une meilleur inclusion des personnes LGBT, l'homophobie et la transphobie demeurent présentes dans la société;

ATTENDU QUE le 17 mai est la journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, que celle-ci est célébrée de fait dans de nombreux pays et qu'elle résulte d'une initiative québécoise portée par la Fondation Émergence dès 2003;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appuyer les efforts de la Fondation Émergence dans la tenue de cette journée;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane appuyée par M. le conseiller Vital Dumais et résolu à l'unanimité des conseillers de proclamer le 17 mai journée internationale contre l'homophobie et la transphobie et de souligner cette journée en tant que telle.

ACCEPTÉE

1.18

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS – DEMANDE POUR GARANTIR L'ASSURABILITÉ DE TOUS LES IMMEUBLES PATRIMONIAUX À COÛT RAISONNABLE

Résol. 23-092

ATTENDU QUE les efforts considérables entrepris récemment par le gouvernement du Québec et les municipalités sur le plan légal et financier afin de favoriser une meilleure préservation et restauration du patrimoine bâti du Québec;

ATTENDU QUE le programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier contribue indéniablement à favoriser l'acceptabilité sociale de nouvelles contraintes réglementaires grandement bénéfiques à la sauvegarde de ce patrimoine;

ATTENDU l'impact majeur d'un refus d'assurabilité pour les propriétaires de biens anciens;

ATTENDU QUE les actions des assureurs contribuent à décourager les propriétaires de biens anciens de les conserver et à de nouveaux acheteurs potentiels d'en faire l'acquisition et, par conséquent, contribuent à la dévalorisation dudit patrimoine, mettant en péril sa sauvegarde;

ATTENDU QUE les actions des assureurs compromettent celles en lien avec les nouvelles orientations du gouvernement et des municipalités pour la mise en place d'outils d'identification et de gestion de ce patrimoine;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Réal Bérubé appuyé par M. le conseiller Claude Martel et résolu à l'unanimité des conseillers :

QUE le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution;

QUE la Municipalité de Lac-Bouchette demande au gouvernement du Québec d'intervenir auprès du gouvernement du Canada et des autorités compétentes pour trouver rapidement des solutions afin de garantir, à coût raisonnable, l'assurabilité de tous les immeubles patrimoniaux, et ce peu importe l'âge du bâtiment ou des composantes, l'identification du bâtiment à un inventaire, son statut, sa localisation au zonage ou sa soumission à des règlements visant à en préserver les caractéristiques;

DE demander à l’assemble des MRC et des municipalités du Québec ainsi qu’aux interventions en protection du patrimoine québécois de joindre leur voix en adoptant cette résolution;

DE transmettre la présente résolution au gouvernement du Québec, au ministère de la Culture et des Communications, au ministère des Affaires Municipales et de l’Habitation, aux députés fédéraux et provinciaux du territoire, aux municipalités et MRC du Québec, à la Fédération québécoise des municipalités, à l’Union des municipalités du Québec, aux amis et propriétaires des maisons anciennes du Québec (APMAQ), à Action Patrimoine, à Héritage Montréal, à l’Ordre des urbanistes du Québec, à l’Ordre des architectes du Québec, au Bureau d’assurance du Canada, au Regroupement des cabinets de courtage d’assurance du Québec (RCCAQ), à messieurs Gérard Beaudet, professeur titulaire, Université de Montréal et Jean-François Nadeau, journaliste au Devoir.

ACCEPTÉE

2. FINANCES

2.1A
Résol. 23-093

APPROBATION DES COMPTES À PAYER DU MOIS DE MARS 2023

ATTENDU QUE le conseil municipal a pris connaissance des comptes à payer du mois de mars 2023;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane appuyée par M. le conseiller Claude Martel et résolu à l’unanimité des conseillers que les comptes à payer de mars 2023 suivants soient approuvés :

Mars 2023		
	Montant du chèque	Total par fournisseur
Folio 700 084		
Annie Lapointe	125.00 \$	125.00 \$
Édith Gaudreault	206.93 \$	859.88 \$
Carl Laliberté	115.19 \$	115.19 \$
Daly Potvin	57.48 \$	357.48 \$
Pens.com	325.45 \$	325.45 \$
Constructions BJL	84 506.63 \$	84 506.63 \$
Comité des Arts	5 715.00 \$	5 715.00 \$
Daly Potvin	300.00 \$	- \$
David Potvin	1 011.65 \$	1 011.65 \$
Dave Munger, Caroline Desgagné	100.00 \$	100.00 \$
Corporation de gestion du sentier pédestre	10 000.00 \$	10 000.00 \$
H2O innovation	381.72 \$	7 017.61 \$
Édith Gaudreault	183.94 \$	- \$
9108-8625 Québec Inc.	436.48 \$	436.48 \$
Cuizen	293.33 \$	293.33 \$
David Bouchard	81.44 \$	81.44 \$
Brandt	1 230.51 \$	1 230.51 \$
Cain Lamarre	2 480.62 \$	2 480.62 \$
Cercle des Fermières	1 521.00 \$	1 521.00 \$
Chem Action	327.68 \$	327.68 \$
Martin Cloutier	888.58 \$	888.58 \$
Coop	1 196.08 \$	1 196.08 \$
Corporate express	868.49 \$	868.49 \$
Josée Crane	7.99 \$	7.99 \$
Desgagné Laflamme électrique	1 793.41 \$	1 793.41 \$
Division télécom	458.24 \$	458.24 \$

Eurorins environex	594.43 \$	594.43 \$
Extincteur Saguenay	639.95 \$	639.95 \$
Fédération des Villages relais	897.00 \$	897.00 \$
Fonds d'information	30.00 \$	30.00 \$
Mélinda Frenette	360.00 \$	360.00 \$
Édith Gaudreault	469.01 \$	- \$
Gestion des eaux P.A. Gaudreault	1 585.00 \$	1 585.00 \$
GLS logistics	16.64 \$	16.64 \$
Groupe D-Tech	287.44 \$	287.44 \$
H2O innovation	6 635.89 \$	- \$
Havre	73.00 \$	73.00 \$
Lachance Gravel distribution	317.45 \$	317.45 \$
Ghislaine M.-Hudon	590.26 \$	590.26 \$
Mallette	9 657.90 \$	9 657.90 \$
MégaBuro	497.03 \$	497.03 \$
MRC du Domaine-du-Roy	26 313.51 \$	26 313.51 \$
Claude Munger	5 130.00 \$	5 130.00 \$
Nutrinor Énergies	4 199.94 \$	4 199.94 \$
Plomberie Girard & Voyer	1 603.99 \$	1 603.99 \$
Produits BCM	494.11 \$	494.11 \$
Ram gestion d'achats	223.28 \$	223.28 \$
Résidences du Manoir des Lacs	1 500.00 \$	1 500.00 \$
Michel Simard	2 000.00 \$	2 000.00 \$
Société canadienne des postes	285.23 \$	285.23 \$
SCFP	563.02 \$	563.02 \$
Jean-Pierre Tremblay	311.31 \$	311.31 \$
Vision Informatik	103.48 \$	103.48 \$
Cogéco câble	60.88 \$	60.88 \$
Hydro-Québec - aqueduc	4 977.96 \$	20 460.13 \$
SSQ	5 342.35 \$	5 342.35 \$
Hydro-Québec - éclairage public	42.08 \$	- \$
Receveur général du Canada	5 403.82 \$	5 403.82 \$
Bell - Municipalité	93.73 \$	175.95 \$
Hydro-Québec - garage mun.	1 836.24 \$	- \$
Ministère du Revenu	15 366.09 \$	15 366.09 \$
Hydro-Québec - pompage	700.27 \$	- \$
Hydro-Québec - centre comm.	1 504.45 \$	- \$
Hydro-Québec - garage mun.	523.06 \$	- \$
Visa	363.32 \$	363.32 \$
Hydro-Québec - édifice municipal	2 315.20 \$	- \$
Hydro-Québec - CCCS	2 959.39 \$	- \$
Hydro-Québec - éclairage public	1 008.61 \$	- \$
Bell - plage	82.22 \$	- \$
Hydro-Québec - aqueduc	1 700.60 \$	- \$
Hydro-Québec - étangs	2 892.27 \$	- \$
Desjardins sécurité financière	6 876.14 \$	6 876.14 \$
Total comptes à payer:	234 040.39 \$	234 040.39 \$
Salaires		
2 mars 2023	4 667.77 \$	4 667.77 \$
9 mars 2023	4 411.81 \$	4 411.81 \$
16 mars 2023	5 402.14 \$	5 402.14 \$
23 mars 2023	6 352.50 \$	6 352.50 \$
30 mars 2023	10 896.21 \$	10 896.21 \$
Total salaires:	20 834.22 \$	20 834.22 \$
TOTAL:	254 874.61 \$	254 874.61 \$

ACCEPTÉE

2.1B

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT

Je, soussigné, Jean-Pierre Tremblay, directeur général et greffier-trésorier, certifie par le présent certificat que la Municipalité de Lac-Bouchette dispose des fonds nécessaires pour payer ces comptes.

Jean-Pierre Tremblay,
directeur général et greffier-trésorier

2.2

Résol. 23-094

APPROBATION DU RAPPORT BUDGÉTAIRE AU 28 FÉVRIER 2023

ATTENDU QUE chacun des membres du conseil a reçu et pris connaissance du rapport budgétaire au 28 février 2023;

ATTENDU QUE le rapport budgétaire a été analysé par les membres du conseil en regard du pourcentage des dépenses encourues à la date du rapport;

ATTENDU QU'il reflète la situation financière au 28 février 2023;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane appuyée par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers que le rapport budgétaire au 28 février 2023 soit accepté.

ACCEPTÉE

2.3

Résol. 23-095

DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE, O.T.J.

IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Vital Dumais appuyé par Mme la conseillère Nathalie Côté et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le versement d'une aide financière au montant de 3 850\$ à l'OTJ.

ACCEPTÉE

2.4

RÉSOL. 23-096

AUTORISATION DE VERSEMENT 2023, SÛRETÉ DU QUÉBEC

ATTENDU QUE le 1^{er} versement pour les services de la Sûreté du Québec est dû le 30 juin 2023;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Vital Dumais appuyé par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le directeur général et greffier-trésorier à effectuer le premier versement au montant de 56 367\$ le 30 juin 2023 pour les services de la Sûreté du Québec;

QUE le 2^e versement au montant de 56 366\$ soit autorisé pour le 31 octobre 2023.

ACCEPTÉE

2.5

DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – CLUB DE PÉTANQUE LAC-BOUCHETTE

Résol. 23-097

IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Réal Bérubé appuyé par M. le conseiller Vital Dumais et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le versement d'une aide financière au montant de 500\$ au Club de pétanque de Lac-Bouchette.

ACCEPTÉE

2.6

AUTORISATION DE PAIEMENT DU DÉCOMPTE PROGRESSIF FINAL – CONSTRUCTION B JL

Résol. 23-098

IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane appuyée par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter le paiement du décompte progressif final des travaux de rénovation des bureaux administratifs et ce pour un montant incluant les taxes de 73 080,24\$ à Construction B JL.;

QUE le directeur général et greffier-trésorier M. Jean-Pierre Tremblay soit autorisé à en effectuer le paiement.

ACCEPTÉE

2.7

DEMANDE DE COMMANDITE – FESTIVAL DU COWBOY

Résol. 23-099

IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Claude Martel appuyé par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le versement d'une commandite au montant de 200\$ au Festival du Cowboy pour leurs activités du 3 au 7 août 2023.

ACCEPTÉE

2.8

DEMANDE DE COMMANDITE – CLUB PASSE-PARTOUT

Résol. 23-100

IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane appuyée par Mme la conseillère Nathalie Côté et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le versement d'une commandite au montant de 200\$ au Club Passe-Partout pour leur aider à entretenir les sentiers.

ACCEPTÉE

2.9

DEMANDE DE COMMANDITE – LE RELAIT

Le conseil refuse.

3.

PERSONNEL

Aucun item.

4. MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, FOURNITURES

4.1 ACHAT D'UN QUAI SEMI-FLOTTANT 4 X 12

Résol. 23-101

ATTENDU QUE le quai à la plage aurait besoin d'une autre section.

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Vital Dumais appuyé par M. le conseiller Réal Bérubé et résolu à l'unanimité des conseillers de faire l'acquisition d'une section supplémentaire de quai semi flottant 4 x 12 avec accessoires au Centre du Sport Lac-St-Jean pour un montant de 1 870\$ plus taxes.

ACCEPTÉE

5. PROPRIÉTÉS ET ESPACES LOUÉS

5.1 CIMETIÈRE – FABRIQUE NOTRE-DAME DU LAC-ST-JEAN

Remis à une prochaine séance

5.2 ENTRETIEN DU CENTRE COMMUNAUTAIRE

Résol. 23-102

ATTENDU QUE la Municipalité doit demander des soumissions pour l'entretien ménager du centre communautaire situé au 258, rue Principale selon le cahier de charge produit par le directeur général;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR M. le conseiller Réal Bérubé appuyé par M. le conseiller Claude Martel et résolu à l'unanimité des conseillers de mandater le directeur général M. Jean-Pierre Tremblay de faire la demande de soumissions pour l'entretien ménager du centre communautaire.

ACCEPTÉE

6. SÉCURITÉ PUBLIQUE

Aucun item.

7. TRANSPORT ROUTIER

Aucun item.

8. HYGIÈNE DU MILIEU

Aucun item.

9. URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

Aucun item.

10. LOISIRS ET CULTURE

Aucun item.

11.

VARIA

11.1

MODIFICATION DU LIEU POUR LA TENUE DES SÉANCES DE LA COUR MUNICIPALE COMMUNE DE LA VILLE DE ROBERVAL

Résol. 23-103

ATTENDU QU'en vertu de l'article l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi sur les cours municipales, lorsque la modification à l'entente de la cour municipale commune ne vise qu'à changer l'adresse du lieu où siège la cour, elle peut être effectuée par résolution de la Municipalité, laquelle doit être approuvée par le ministre de la Justice;

ATTENDU QU'une telle résolution, lorsqu'elle vise l'adresse du lieu où siège une cour municipale commune, doit être adoptée par chacune des municipalités qui est partie à l'entente d'établissement de la cour;

ATTENDU QUE l'hôtel de Ville, lieu désigné pour la tenue des séances de la cour municipale commune, fera l'objet de travaux de rénovation et de mise aux normes qui s'échelonneront sur plusieurs mois à compter du mois d'août et que les séances de la cour municipale commune de Ville de Roberval devront être tenues à un autre endroit sur le territoire de la municipalité pendant ces dits travaux;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane appuyée par M. le conseiller Vital Dumais et résolu à l'unanimité des conseillers que le lieu désigné pour la tenue des séances de la cour municipale commune de la Ville de Roberval est la salle Lionel-Villeneuve, édifice Place des Ursulines, au 720, boulevard Saint-Joseph, suite 401, à Roberval, et ce, à compter du mois d'août jusqu'à la fin des travaux de rénovation et de mise aux normes de l'hôtel de Ville de Roberval.

ACCEPTÉE

12.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question.

13.

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Résol. 23-104

IL EST PROPOSÉ PAR Mme la conseillère Josée Crane et résolu à l'unanimité des conseillers de lever l'assemblée.

Il est 19 h 40.

ACCEPTÉE

MAIRESSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET GREFFIER-TRÉSORIER

Je, Mme la mairesse Ghislaine M.-Hudon, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code Municipal.